

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau, le 7 mai 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement", a donné le 12 mai 1993 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 7 mei 1993 door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning", heeft op 12 mei 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Considérant ... que l'avant-projet d'ordonnance constitue une réforme importante de la liste des établissements classés. L'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement entre en vigueur au plus tard le 1er juillet 1993. Il serait peu pratique pour les personnes soumises à la réglementation sur les établissements classés d'utiliser les anciennes listes prévues par le Règlement Général sur la Protection du Travail, listes dont il convenait d'effectuer à leur égard un important travail de réactualisation.

Considérant enfin que l'avant-projet d'ordonnance contient certaines modifications de l'ordonnance du 30 juillet 1992, aptes à garantir une sécurité juridique plus importante".

*

Observation générale.

L'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, que tend à modifier l'ordonnance en projet, est indissociable de l'ordonnance du même jour relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale.

.../...

Ainsi, pour déterminer les règles ayant trait à l'évaluation des incidences requise en cas de demande de certificat ou de permis d'environnement pour une installation de classe I.A. ou de classe I.B., l'ordonnance relative au permis d'environnement renvoie à l'ordonnance relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale (1). Pour garantir l'application combinée des deux textes, les annexes A et B de l'ordonnance relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, dans lesquelles sont mentionnés les projets d'actes, de travaux et d'activités qui sont soumis à évaluation des incidences, visent respectivement les installations de classe I.A. et les installations de classe I.B. au sens de l'ordonnance relative au permis d'environnement.

Dès lors que les auteurs du texte en projet modifient la liste et la classification des installations soumises à l'ordonnance relative au permis d'environnement, il s'impose que, dans le même temps et de manière coordonnée, soient modifiées les annexes A et B de l'ordonnance relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale.

(1) Voir spécialement les articles 20, 21, 27 et 28 de l'ordonnance relative au permis d'environnement.

Intitulé.

Le texte néerlandais de l'intitulé de l'ordonnance du 30 juillet 1992 est cité erronément. Il devrait être énoncé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Arrêté de présentation.

La formule de l'arrêté de présentation serait mieux rédigée comme suit :

"L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement,

ARRETE :".

Dispositif.

Article 1er.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 2.

Il ressort de l'exposé des motifs que les auteurs du projet entendent éviter que n'importe qui puisse prendre connaissance de documents élaborés par l'administration à l'occasion de l'instruction d'une demande de certificat ou de permis d'environnement, lorsque ces documents contiennent des communications internes ou sont inachevés.

Il est ainsi fait écho à la faculté, que permet l'article 3, 3^o, de la directive 90/313/CEE du Conseil du 7 juin 1990 concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement et que prévoit l'ordonnance du 29 août 1991 sur l'accès à l'information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale (2), de rejeter une demande d'information "lorsqu'elle suppose la communication de données ou de documents inachevés ou de communications internes".

En écartant les "documents préparatoires" du champ d'application de la notion de "dossier" et en empêchant ainsi le public d'avoir accès à ces documents, le texte en projet établit une exception au droit d'accès à l'information qui excède les prévisions de l'article 3, 3^o, de la directive 90/313/CEE. Il est, en effet, des documents préparatoires qui ne peuvent être qualifiés de "documents inachevés" et ne contiennent pas de "communications internes" : ainsi en va-t-il, par exemple, une fois qu'il a été

(2) Voir l'article 9, alinéa 1er, ainsi que l'article 3, alinéa 1er, 3^o, a, de cette ordonnance.

donné, de l'avis d'un service administratif sur une demande de certificat ou de permis d'environnement (3).

Il est, dès lors, proposé d'écrire :

"Art. 2. L'article 3, 6°, b, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement est complété par les mots : "à l'exception des documents inachevés ou contenant des communications internes".

-
- (3) L'exposé des motifs de l'ordonnance précitée du 29 août 1991 a mis en exergue la distinction à faire entre un "document inachevé" et un "document préparatoire", dans les termes suivants (Doc. C.R.B., A-128/1-90/91, p. 6) :

"Il convient de préciser qu'il ne faut pas confondre "document inachevé" et "document préparatoire". Les projets (ex. : projets de textes réglementaires, avis, rapports, ...) précédant une décision ne constituent pas, comme tels, des documents inachevés au sens de l'ordonnance : un des critères permettant de distinguer les documents inachevés (dont le public ne peut requérir la consultation) des documents préparatoires (dont le public peut solliciter la consultation) est le moment où les documents quittent l'instance où ils furent rédigés et discutés pour être envoyés à une autorité ou personne physique étrangère à l'institution expéditrice. L'on ne doit pas davantage attendre nécessairement la décision finale pour pouvoir les divulguer. Il n'y a d'ailleurs là rien d'inhabituel en matière d'environnement, puisque, déjà maintenant, des documents à l'état de projets sont consultables par la population, dans le cadre d'enquêtes publiques".

.../...

Article 3.

1. Les alinéas 1er et 2 en projet seraient mieux rédigés comme suit :

"Art. 3. Les installations sont réparties en trois classes : les classes I.A., I.B. et II. La liste et la classification des installations sont établies en annexe.

L'Exécutif modifie l'annexe pour tenir compte des modifications apportées aux annexes I et II de la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement".

2. Dans les alinéas 3 et 4 en projet, les mots "la classe" doivent être remplacés par les mots "la liste des installations de la classe".

3. En ce qui concerne l'alinéa 3 en projet, dans la première phrase, on n'aperçoit pas la portée des mots "dans le respect des principes visés à l'article 2". Par ailleurs, selon les explications des fonctionnaires délégués, les auteurs du projet n'entendent pas permettre à l'Exécutif de faire passer une installation de classe I.A. dans la liste des installations de classe I.B.; le texte devrait être précisé sur ce point.

.../...

4. La seconde phrase de l'alinéa 3 en projet est ambiguë. Si les auteurs du projet envisagent uniquement une communication pour information de l'arrêté pris par l'Exécutif, il suffit de remplacer les termes "le projet d'arrêté" par les termes "l'arrêté".

Si, en revanche, l'intention est celle d'instaurer un système de confirmation par voie d'ordonnance de l'arrêté de l'Exécutif, le texte doit organiser cette procédure, étant entendu que le conseil ne peut, en tout état de cause, se prononcer sur un "projet d'arrêté", mais sur l'arrêté pris par l'Exécutif.

En outre, dans le texte néerlandais, l'expression "maakt ... over" n'est pas correcte en l'espèce.

5. En ce qui concerne l'alinéa 4 en projet, selon les explications des fonctionnaires délégués, les mots "sans toutefois déclasser une installation" ont pour effet d'empêcher l'Exécutif, d'une part de soustraire de l'annexe une installation de classe II, d'autre part de ranger parmi les installations de classe II une installation qui, initialement, est de classe I.A. ou I.B. Le texte devrait être précisé en ce sens.

6. Il conviendra d'apporter à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, des modifications analogues à celles qu'impliquent les alinéas 2 et 3 en projet.

.../...

Article 4 (devenant l'article 7).

1. La disposition en projet n'est pas à sa place à l'article 5 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

Mieux vaudrait l'insérer dans le chapitre Ier du titre II de l'ordonnance. Il est suggéré d'en faire un article 18bis, compris dans une section IV, qui pourrait être intitulée "Des avis techniques".

2. De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 7. Il est inséré dans le titre II, chapitre Ier, de la même ordonnance un article 18bis rédigé comme suit :

"Art. 18bis. L'Exécutif désigne les personnes ou les services dont l'avis est requis au cours de l'instruction des demandes de certificat et de permis d'environnement. Il détermine la procédure de consultation".

Article 5 (devenant l'article 4).

1. Pour la bonne compréhension du texte, la disposition doit être rédigée comme suit :

.../...

"Art. 4. L'article 12, § 2, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Lorsque le dossier est complet, dans les dix jours de la réception de la demande, la commune accomplit les actes suivants :

- 1° elle adresse un accusé de réception au demandeur, par pli recommandé à la poste;
- 2° elle transmet une copie du dossier complet aux personnes et aux services dont l'avis est requis;
- 3° elle transmet le dossier complet à l'Institut, s'il s'agit d'une demande de certificat ou de permis d'environnement relative à une installation de classe I.A. ou de classe I.B.

Lorsque le dossier n'est pas complet, elle en informe le demandeur dans les mêmes conditions, en indiquant les documents ou renseignements manquants.

En cas de projet mixte, le dossier de demande de certificat ou de permis d'environnement est incomplet en l'absence d'introduction de la demande de certificat ou de permis d'urbanisme correspondante".

2. En conséquence de la modification que les auteurs du projet suggèrent d'apporter à l'article 12, § 2, de l'ordonnance, il paraît logique d'imposer au demandeur

.../...

que, dans le cas visé à l'article 12, § 3, de l'ordonnance, il envoie une copie de sa demande aux personnes et aux services dont l'avis est requis.

Par ailleurs, il y aurait lieu d'apporter à l'article 15 de l'ordonnance des modifications analogues à celles prévues pour l'article 12.

Article 6 (devenant l'article 5).

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 5. A l'article 13 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes : ...".

2. Les modifications apportées à l'ordonnance ne suffisent pas à déterminer la procédure à suivre lorsque le demandeur complète le dossier conformément aux indications de l'Institut.

Il ressort de l'exposé des motifs et des explications des fonctionnaires délégués, que les pièces complémentaires doivent être adressées aux autorités communales en vue de l'application de l'article 12 de l'ordonnance.

Le texte doit être précisé en ce sens.

.../...

BV.

- 12 -

L. 22.420/9.

.../...

Article 7 (devenant l'article 6).

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 6. L'article 14 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante : "Article 14. ...".

2. A l'alinéa 1er en projet, il faut écrire : "... est simultanément envoyée par celle-ci à l'autorité compétente pour statuer sur la demande de certificat ou de permis d'urbanisme correspondante".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, en projet, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 8 et 9.

1. Les articles 8 et 9 doivent être fusionnés en un seul, rédigé selon la présentation suivante :

"Art. 8. A l'article 39, § 1er, de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1er, ... (voir article 8, 1^o et 2^o, du projet);

.../...

- 2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :
... (voir article 9 du projet dans la rédaction qui est proposée ci-après)".

2. Au sujet de la modification prévue par l'article 8, 1°, du projet, elle a pour objet d'instaurer un recours contre une décision statuant sur une demande de certificat d'environnement. A la suite de cette modification, il y aura lieu de revoir diverses autres dispositions de l'ordonnance. Il s'agit, tout spécialement, des articles 39, § 2, alinéa 2; 40, § 3, alinéa 1er; 41 et 43.

3. En ce qui concerne la modification prévue à l'article 8, 2°, il n'y a pas lieu de viser l'article 24 de l'ordonnance puisque cette disposition ne prévoit pas de décision de refus tacite.

4. En ce qui concerne l'obligation prévue par l'article 9 du projet, de l'accord des fonctionnaires délégués, le texte en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Dans les cinq jours à dater de la réception de l'acte introductif du recours, le collège d'environnement adresse copie de celui-ci à l'autorité qui a pris la décision attaquée, ainsi qu'au demandeur lorsque celui-ci n'est pas le requérant".

.../...

Article 10 (devenant l'article 9).

Les mots "en cas de demande ... d'utilité publique" doivent être placés entre deux virgules.

Article 11 (devenant l'article 10).

La disposition en projet doit être revue afin de déterminer précisément, dans chacune des hypothèses concernées, à quelles autorités la décision visée doit être notifiée.

Article 12 (devenant l'article 11).

La disposition en projet doit être rédigée comme suit :

"Art. 11. L'article 59 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 59. L'autorité compétente en première instance pour délivrer un permis d'environnement le retire ou le modifie, selon le cas, lorsqu'elle constate que ce permis ne comporte pas ou ne comporte plus les mesures spécifiques appropriées, y compris l'utilisation des meilleures technologies disponibles, pour éviter les dangers, les nuisances ou les inconvénients, les réduire ou y remédier".

.../...

Article 13 (devenant l'article 12).

Il semble préférable de remplacer intégralement l'article 60 de l'ordonnance et d'écrire :

"Art. 12. L'article 60 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 60. La même autorité peut ... (la suite comme à l'article 60 de l'ordonnance)".

Article 14 (devenant l'article 13).

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 13. L'article 61 de la même ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

"Dans le cas visé à l'alinéa 1er, 3°, la commission de concertation donne son avis dans les trente jours. Faute de respecter ce délai, elle est réputée donner un avis favorable".

Article 15 (devenant l'article 14).

1. Au début de la disposition, il faut écrire, dans le texte français, "Dans l'article 63 de la même ordonnance,".

.../...

2. La modification apportée à l'article 63 de l'ordonnance implique qu'aux articles 65 à 69, les mots "les fonctionnaires chargés de la surveillance" soient remplacés par les mots "les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance".

Article 16 (devenant l'article 15).

Il faut écrire "de la même ordonnance".

*

Il y a lieu d'ajouter une disposition destinée à remplacer les annexes de l'ordonnance du 30 juillet 1992. Le texte suivant est proposé :

"Art. 16. Les annexes A et B de la même ordonnance sont remplacées par l'annexe à la présente ordonnance".

Annexe.

Observation générale.

Le conseil des ministres a, en date du 25 février 1993, introduit devant la Cour d'arbitrage un recours en annulation des mots suivants insérés dans les annexes A et B de l'ordonnance :

.../...

- "- A.1. : Centrales thermiques (...) d'une puissance calorifique d'au moins 300 MW;
- A.2. : Installations industrielles d'élimination de déchets, de quelque nature que ce soit, par (...) stockage à terre (...);
- B.1.2. : Forages en profondeur, (...), les forages pour les déchets nucléaires;
- B.1.2. : Extraction de houille et de lignite, etc.;
- B.1.2. : Extraction de pétrole;
- B.1.2. : Extraction de gaz naturel;
- B.1.3. : Installations industrielles destinées à la production d'énergie électrique, (...);
- B.1.3. : (...) transport d'énergie électrique par lignes aériennes;
- B.1.3. : Stockage aérien de gaz naturel;
- B.1.3. : Stockage de gaz combustibles en réservoirs souterrains;
- B.1.3. : Stockage aérien de combustibles fossiles;
- B.1.10. : Installations d'oléoducs et de gazoducs" (4).

Selon le conseil des ministres, la mention de ces installations dans les annexes A et B de l'ordonnance viole la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Il n'appartient pas à la section de législation de préjuger de l'issue de ce litige.

(4) Avis publié au Moniteur belge du 23 mars 1993.

En conséquence n'est pas examinée ici la question de savoir si la mention, dans l'annexe en projet, des installations visées dans le recours introduit par le conseil des ministres, est conforme ou non à la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

Rubriques 52 et 53.

Comme en ont convenu les fonctionnaires délégués, il serait préférable, pour éviter toute difficulté d'interprétation de la notion de "dépôts", de remplacer celle-ci par les mots "stockage temporaire".

Rubriques 59 à 62.

La loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution soumet tout déversement d'eaux usées à une autorisation dont elle organise le régime (5).

Toutefois, lorsqu'un déversement provient d'une installation au sens de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, "le permis d'environnement tient lieu de l'autorisation requise en vertu (de la loi du 26 mars 1971)" (6).

En rangeant les déversements d'eaux usées qu'ils visent parmi les installations auxquelles s'applique

(5) Articles 5 à 7 de cette loi.

(6) Article 7bis de cette loi, inséré par l'ordonnance du 30 juillet 1992.

l'ordonnance, les auteurs du projet procèdent de manière trop absolue.

En effet, un déversement d'eaux usées, en tant que tel, ne peut être qualifié d'"installation", dès lors qu'une semblable activité n'entre pas dans les prévisions usuelles d'"installation" (7) et que le législateur distingue nettement les déversements d'eaux usées des installations dont elles proviennent (8).

Peut-être, l'intention des auteurs du projet est-elle de viser des installations destinées aux déversements d'eaux usées dans les conditions et selon les modalités prévues par l'article 62. En ce cas, les rubriques 59 à 62 devraient être adaptées.

Si, par contre, l'intention est plus générale, c'est-à-dire de soumettre au permis d'environnement tous les déversements d'eaux usées, indépendamment ou non de l'existence d'une installation appropriée, il conviendrait de modifier l'ordonnance plus fondamentalement que ne le fait le texte en projet, en tirant les enseignements découlant des observations qui viennent d'être émises, et, en outre, de revoir, dans le sens souhaité, la loi précitée du 26 mars 1971.

*

(7) Par "installation", il y a lieu d'entendre un ensemble d'objets, de dispositifs, de bâtiments, etc ..., installés en vue d'un usage déterminé (Le Petit Robert 1, éd. 1992).

(8) Voir l'article 7bis de la loi du 26 mars 1971.

Rubrique 95.

Comme en ont convenu les fonctionnaires délégués, le mot "laboratoires" doit être remplacé par le mot "installations".

Le texte néerlandais serait en outre mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Rubriques 146 et 147.

Selon les explications des fonctionnaires délégués, l'intention des auteurs du projet est de viser, dans ces rubriques, les activités industrielles soumises à la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles, sans tenir compte des quantités minimales de substances fixées par cette loi.

Comme l'ont admis les fonctionnaires délégués, le texte doit être revu afin de refléter plus correctement et plus précisément cette intention.

Il faudra, à cette occasion, préciser la classe et le mot clé applicables aux installations visées.

Rubriques 150 et 151.

Comme le relève l'exposé des motifs, les activités visées ne peuvent être considérées comme des installations susceptibles d'être soumises à l'ordonnance.

En conséquence, les rubriques 150 et 151 doivent être omises.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Considérant ... que l'avant-projet d'ordonnance constitue une réforme importante de la liste des établissements classés. L'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement entre en vigueur au plus tard le 1er juillet 1993. Il serait peu pratique pour les personnes soumises à la réglementation sur les établissements classés d'utiliser les anciennes listes prévues par le Règlement Général sur la Protection du Travail, listes dont il convenait d'effectuer à leur égard un important travail de réactualisation.

Considérant enfin que l'avant-projet d'ordonnance contient certaines modifications de l'ordonnance du 30 juillet 1992, aptes à garantir une sécurité juridique plus importante".

*

Algemene opmerking.

De ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, die door de ontworpen ordonnantie zal worden gewijzigd, is onlosmakelijk verbonden met de ordonnantie van dezelfde datum betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de vaststelling van de regels betreffende de effectenbeoordeling die is vereist bij een aanvraag om een milieu-attest of een milieuvergunning voor een inrichting van klasse I.A. of I.B., verwijst de ordonnantie betreffende de milieuvergunning zodoende naar de ordonnantie betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten

in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (9). Teneinde de gezamenlijke toepassing van beide teksten te waarborgen, hebben de bijlagen A en B bij de ordonnantie betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, waarin de ontwerpen van akten, van werkzaamheden en van activiteiten worden vermeld waarvoor een effectenbeoordeling vereist is, respectievelijk betrekking op de inrichtingen van klasse I.A. en op de inrichtingen van klasse I.B. in de zin van de ordonnantie betreffende de milieuvergunning.

Daar de stellers van de ontworpen tekst de lijst en de rangschikking wijzigen van de inrichtingen waarop de ordonnantie betreffende de milieuvergunning toepasselijk is, moeten terzelfder tijd de bijlagen A en B bij de ordonnantie betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Opschrift.

Het opschrift van de ordonnantie van 30 juli 1992 is verkeerdelijk geciteerd. Men schrijve : "... van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning".

Indieningsbesluit.

(9) Zie inzonderheid de artikelen 20, 21, 27 en 28 van de ordonnantie betreffende de milieuvergunning.

Het zou beter zijn het indieningsbesluit als volgt te stellen :

"De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu,

BESLUIT :".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Men schrijve "bedoeld in" in plaats van "bedoeld bij".

Artikel 2.

Uit de memorie van toelichting blijkt dat de stellers van het ontwerp beogen te voorkomen dat onverschillig wie kennis kan nemen van documenten die door het bestuur zijn uitgewerkt naar aanleiding van het onderzoek van een aanvraag om een milieu-attest of een milieuvergunning wanneer die documenten interne mededelingen bevatten of onvoltooid zijn.

Aldus wordt ingespeeld op de mogelijkheid, voorgeschreven bij artikel 3, 3°, van de richtlijn 90/313/EEG van de Raad van 7 juni 1990 inzake de vrije toegang tot milieu-informatie en bij de ordonnantie van

29 augustus 1991 inzake de toegang tot informatie met betrekking tot het milieu in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (10), om een aanvraag om informatie af te wijzen "indien inwilliging zou inhouden dat onvoltooide documenten of gegevens of interne mededelingen zouden moeten worden verstrekt".

Door de "voorbereidende documenten" buiten de werkingssfeer van het begrip "dossier" te houden en door aldus te verhinderen dat het publiek toegang krijgt tot die documenten voert de ontworpen tekst een uitzondering op het recht van toegang tot informatie in die het bepaalt in artikel 3, 3°, van richtlijn 90/313/EEG te buiten gaat. Er bestaan immers voorbereidende documenten die niet als "onvoltooid" kunnen worden bestempeld en geen "interne mededelingen" bevatten : zulks is bijvoorbeeld het geval met het advies van een openbare dienst omtrent een aanvraag om milieu-atteest of milieuvergunning zodra dat advies is verstrekt (11).

(10) Zie artikel 9, eerste lid, alsook artikel 3, eerste lid, 3°, a, van deze ordonnantie.

(11) In de memorie van toelichting bij voornoemde ordonnantie van 29 augustus 1991 wordt het onderscheid dat moet worden gemaakt tussen een "onvoltooid document" en een "voorbereidend document" als volgt uiteengezet (Gedr. St. BHR, A-128/1-90/91, blz. 6) :

"Er dient op gewezen dat men "onvoltooid document" niet moet verwarren met "voorbereidend document". Ontwerpen (bv. ontwerpen van reglementerende teksten), adviezen, rapporten, ... die aan een beslissing voorafgaan, vormen als dusdanig geen onvoltooide documenten in de zin van de verordening : één van de criteria om het onderscheid te kunnen maken tussen een onafgewerkt document (niet ter inzage van het publiek) en een voorbereidend document (ter inzage van het publiek) is het ogenblik waarop de documenten de instantie verlaten waar ze werden opgesteld en besproken en naar een overheid of een persoon buiten de verzendingsinstantie

Bijgevolg wordt voorgesteld te schrijven :

"Art. 2. Artikel 3, 6°, b, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld als volgt : "met uitzondering van onvoltooide documenten of van documenten die interne mededelingen bevatten".

Artikel 3.

1. Het zou beter zijn het eerste en het tweede ontworpen lid als volgt te stellen :

"Art. 3. De inrichtingen worden in drie klassen ingedeeld : de klassen I.A., I.B. en II. De lijst en de rangschikking van de inrichtingen gaan als bijlage.

De Executieve wijzigt de bijlage teneinde rekening te houden met de wijzigingen aangebracht in de bijlagen I en II van de richtlijn 85/337/EEG van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten".

2. In het derde en het vierde ontworpen lid moeten de woorden "de klasse" vervangen worden door de woorden "de lijst van de inrichtingen van klasse".

worden verstuurd. Men moet ook niet noodzakelijkerwijze de uiteindelijke beslissing afwachten om ze te mogen bekendmaken. Dit is overigens ter zake niets ongewoons op milieu-gebied, aangezien nu reeds documenten in een toestand van ontwerp door de bevolking kunnen geraadpleegd worden in het kader van openbare enquêtes".

3. In de eerste volzin van het ontworpen derde lid is het niet duidelijk wat de draagwijdte is van de woorden "in naleving van de principes bedoeld in artikel 2". Voorts zijn de stellers van het ontwerp volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaren niet voornemens het de Executieve mogelijk te maken een inrichting van klasse I.A. over te hevelen naar de lijst van de inrichtingen van klasse I.B.; de tekst behoort in dat opzicht te worden verduidelijkt.

4. De tweede volzin van het ontworpen derde lid is dubbelzinnig. Indien de stellers van het ontwerp bedoelen dat het door de Executieve vastgestelde besluit louter ter kennisgeving wordt medegedeeld, is het voldoende de woorden "ontwerp van besluit" te vervangen door het woord "besluit".

Indien het daarentegen de bedoeling is een regeling van bekrachtiging van het besluit van de Executieve door middel van een ordonnantie in te voeren, dan moet de tekst in die procedure voorzien. De Raad kan hoe dan ook niet beslissen over een "ontwerp van besluit", doch over het door de Executieve vastgestelde besluit.

Daarenboven is de uitdrukking "maakt ... over" uit taalkundig oogpunt in casu niet correct.

5. Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaren hebben de woorden "zonder evenwel een inrichting te deklas-seren" in het ontworpen vierde lid tot gevolg dat de Executieve enerzijds een inrichting van klasse II niet uit de bijlage kan lichten, en anderzijds dat zij een inrichting die oorspronkelijk van klasse I.A. of I.B. was niet kan onderbrengen bij de inrichtingen van klasse II. De tekst behoort in die zin te worden gepreciseerd.

6. In artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest behoren wijzigingen te worden aangebracht die analoog zijn met die welke het ontworpen tweede en derde lid inhouden.

Artikel 4 (dat artikel 7 wordt).

1. De ontworpen bepaling is niet op haar plaats in artikel 5 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning.

Het zou beter zijn ze op te nemen in hoofdstuk I van titel II van de ordonnantie. Voorgesteld wordt er een artikel 18bis van te maken, dat opgenomen wordt in een afdeling IV, waarvan het opschrift "Technische adviezen" kan luiden.

2. De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat het beter zou zijn de ontworpen tekst als volgt te stellen :

"Art. 7. In titel II, hoofdstuk I, van dezelfde ordonnantie wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidende :

"Art. 18bis. De Executieve wijst de personen of diensten aan die advies moeten uitbrengen tijdens het onderzoek van de aanvragen om een milieu-attest en een milieuvergunning. Zij stelt de procedure van advies vast".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

1. Teneinde de tekst bevattelijk te maken behoort de bepaling als volgt te worden gesteld :

"Art. 4. Artikel 12, § 2, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Wanneer het dossier volledig is, verricht de gemeente binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag de volgende handelingen :

- 1° ze zendt bij ter post aangetekende brief een bewijs van ontvangst aan de aanvrager;
- 2° ze zendt een kopie van het volledige dossier aan de personen en diensten die advies moeten uitbrengen;
- 3° ze zendt het volledige dossier naar het Instituut indien het een aanvraag om een milieu-attest of een milieu-vergunning voor een inrichting van klasse I.A. of I.B. betreft.

Indien het dossier niet volledig is, licht ze de aanvrager hierover op dezelfde wijze in en vermeldt ze welke documenten of inlichtingen ontbreken.

Betreft het een gemengd project, dan is het dossier voor de aanvraag om een milieu-attest of een milieuvergunning onvolledig als geen daarmee overeenstemmende aanvraag om een stedenbouwkundig attest of een stedenbouwkundige vergunning is ingediend".

2. Als gevolg van de wijziging die de stellers van het ontwerp voorstellen voor artikel 12, § 2, van de ordonnantie lijkt het logisch de aanvrager te verplichten om in het geval bedoeld in artikel 12, § 3, van de ordonnantie een afschrift van zijn aanvraag te zenden aan de personen of diensten die advies moeten uitbrengen.

Voorts behoren in artikel 15 van de ordonnantie wijzigingen te worden aangebracht die analoog zijn met die waarin wordt voorzien voor artikel 12.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

1. Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Art. 5. In artikel 13 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht : ...".

2. De in de ordonnantie aangebrachte wijzigingen volstaan niet om de te volgen procedure vast te stellen wanneer de aanvrager het dossier aanvult overeenkomstig de aanwijzingen van het Instituut.

Uit de memorie van toelichting en uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaren blijkt dat de aanvullende stukken moeten worden gestuurd naar de gemeentelijke overheden met het oog op de toepassing van artikel 12 van de ordonnantie.

De tekst moet in die zin worden verduidelijkt.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

1. De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 6. Artikel 14 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling : "Artikel 14. ...".

2. In het ontworpen eerste lid schrijve men :
"... , wordt een kopie van alle administratieve stukken of documenten, die door de bevoegde overheid worden toegezonden aan de aanvrager, tegelijkertijd door haar toegezonden aan de overheid die bevoegd is om uitspraak te doen over de overeenkomstige aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning".

Het ontworpen tweede lid moet als volgt worden gesteld :

"De Executieve bepaalt de nadere regels voor deze samenwerking".

Artikelen 8 en 9.

1. De artikelen 8 en 9 moeten worden samengebracht in één enkel artikel, luidende :

"Art. 8. In artikel 39, § 1, van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden tussen de woorden "een aanvraag om" en de woorden "een milieuvergunning" de woorden "een milieu-attest of" ingevoegd en de woorden "van de artikelen ... (voorts zoals in 2° van artikel 8 van het ontwerp)";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd, luidende : ... (zie artikel 9 van het ontwerp in de lezing die hierna wordt voorgesteld)".

2. De wijziging waarin is voorzien door artikel 8, 1°, van het ontwerp, heeft tot doel beroep mogelijk te maken tegen een beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over een aanvraag om een milieu-attest. Als gevolg van die wijziging behoren verscheidene andere bepalingen van de ordonnantie te worden herzien. Het betreft heel in het bijzonder de artikelen 39, § 2, tweede lid; 40, § 3, eerste lid; 41 en 43.

3. Wat de wijziging betreft bedoeld in artikel 8, 2°, behoort niet te worden verwezen naar artikel 24 van de ordonnantie, aangezien die bepaling niet voorziet in een stilzwijgende-weigeringsbeslissing.

4. Wat de in artikel 9 van het ontwerp bedoelde verplichting betreft zou het, in overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren, beter zijn de ontworpen tekst als volgt te redigeren :

"Binnen vijf dagen na ontvangst van de akte waarmee beroep wordt ingesteld, zendt het milieucollege een kopie ervan aan de overheid die de bestreden beslissing heeft genomen, alsmede aan de aanvrager wanneer deze niet de verzoeker is".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

.../...

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 9. Artikel 53, 3º, van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld als volgt :

"of, indien de aanvraag is ingediend door een publiek-rechtelijk persoon of betrekking heeft op een instelling van openbaar nut, aan het college van burgemeester en schepenen"".

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

De ontworpen bepaling moet worden herzien om in elk van de betrokken gevallen duidelijk te bepalen welke overheden van de bedoelde beslissing in kennis moeten worden gesteld.

Artikel 12 (dat artikel 11 wordt).

De ontworpen bepaling moet als volgt worden gesteld :

"Art. 11. Artikel 59 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 59. De overheid die in eerste instantie bevoegd is voor het afgeven van een milieuvergunning trekt deze in of wijzigt ze, naar gelang van het geval, wanneer zij vaststelt dat die vergunning niet of niet meer de nodige bijzondere maatregelen bevat, met inbegrip van het aanwenden van de beste beschikbare technologische middelen, om gevaren, hinder of ongemakken te voorkomen, te beperken of te verhelpen".

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

Het lijkt verkieslijk artikel 60 van de ordonnantie in zijn geheel te vervangen en te schrijven :

.../...

"Art. 12. Artikel 60 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 60. Het college van burgemeester en schepenen voor de inrichtingen van klasse II, behalve wanneer de vergunning is afgegeven aan een publiekrechtelijke persoon of betrekking heeft op een instelling van openbaar nut, of het Instituut in alle andere gevallen, kunnen alle nieuwe voorwaarden stellen die nuttig zijn voor het bereiken van de in artikel 2 bepaalde doeleinden".

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

De bepaling moet als volgt worden gesteld :

"Art. 13. Artikel 61 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

"In het geval bedoeld in het eerste lid, 3°, brengt de overlegcommissie haar advies uit binnen dertig dagen. Als zij die termijn niet in acht neemt wordt zij geacht een gunstig advies uit te brengen".

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

1. De bepaling moet als volgt worden gesteld :

.../...

"In artikel 63 van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden "ambtenaren" en de woorden "van het Instituut" de woorden "en beambten" ingevoegd.

2. De in artikel 63 van de ordonnantie aangebrachte wijziging impliceert dat in de artikelen 65 tot 69 de woorden "de met het toezicht belaste ambtenaren" worden vervangen door de woorden "de met het toezicht belaste ambtenaren en beambten".

Artikel 16 (dat artikel 15 wordt).

Men schrijve : "Artikel 81 van dezelfde ordonnantie wordt opgeheven".

*

Er dient een bepaling te worden toegevoegd om de bijlagen bij de ordonnantie van 30 juli 1992 te vervangen. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 16. De bijlagen A en B bij dezelfde ordonnantie worden vervangen door de bijlage bij deze ordonnantie".

.../...

Bijlage.Algemene opmerking.

De Ministerraad heeft op 25 februari 1993 bij het Arbitragehof een beroep ingesteld tot nietigverklaring van de volgende woorden, ingevoegd in de bijlagen A en B bij de ordonnantie :

- A.1. : Thermische centrales (...) met een warmtevermogen van ten minste 300 MW;
- A.2. : Industriële afvalverwijderingsinrichtingen voor (...) opslag in de grond (...) van om het even welke afvalstoffen;
- B.1.2. : Diepboringen, (...) boringen in verband met kernafval;
- B.1.2. : Winning van steenkool en bruinkool, enz.;
- B.1.2. : Winning van aardolie;
- B.1.2. : Winning van aardgas;
- B.1.3. : Industriële inrichtingen voor de produktie van elektriciteit, (...);
- B.1.3. : (...) transport van elektrische energie via bovengrondse leidingen;
- B.1.3. : Bovengrondse opslag van aardgas;
- B.1.3. : Opslag van gasvormige brandstoffen in ondergrondse reservoirs;
- B.1.3. : Bovengrondse opslag van fossiele brandstoffen;

.../...

- B.1.10. : Aanleg van olie- en gaspijpleidingen (12).

Volgens de Ministerraad houdt de vermelding van die inrichtingen in de bijlagen A en B bij de ordonnantie een schending in van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Het komt de afdeling wetgeving niet toe vooruit te lopen op de afloop van dat geding.

Bijgevolg wordt hier niet onderzocht of het vermelden, in de ontworpen bijlage, van de inrichtingen genoemd in het door de Ministerraad ingestelde beroep, al dan niet conform de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 is.

Rubrieken 52 en 53.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren zou het, om te voorkomen dat moeilijkheden ontstaan bij het interpreteren van het begrip "opslagplaatsen", verkieslijk zijn dit begrip te vervangen door de woorden "tijdelijke opslag".

(12) Bericht bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 maart 1993.

Rubrieken 59 tot 62.

In de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging wordt elke lozing van afvalwater verbonden aan een vergunning in de regeling waarvan zij voorziet (13).

Wanneer evenwel de lozing afkomstig is van een inrichting in de zin van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, "geldt de milieuvergunning als de vergunning vereist krachtens (de wet van 26 maart 1971)" (14).

Door de lozingen van afvalwater waarnaar zij verwijzen in te delen bij de inrichtingen waarop de ordonnantie van toepassing is, gaan de stellers van het ontwerp te absoluut te werk.

Het lozen van afvalwater kan, als zodanig, immers niet worden bestempeld als "inrichting", aangezien een zodanige activiteit niet past in hetgeen men gewoonlijk verstaat onder een "inrichting" (15) en de wetgever een

(13) Artikelen 5 tot 7 van die wet.

(14) Artikel 7bis van die wet, ingevoegd bij de ordonnantie van 30 juli 1992.

(15) Onder "inrichting" dient te worden verstaan ... zaak, bedrijf, etablissement ... (Van Dale Groot Woordenboek der Nederlandse taal, 11e uitg. 1984).

duidelijk onderscheid maakt tussen het lozen van afvalwater en de inrichting waarvan het afkomstig is (16).

Misschien ligt het in de bedoeling van de stellers van het ontwerp te verwijzen naar inrichtingen bestemd voor afvalwater onder de voorwaarden en volgens de regels bepaald in artikel 62. In dat geval zouden de rubrieken 59 tot 62 moeten worden aangepast.

Indien de bedoeling daarentegen meer algemeen is, te weten, alle lozingen van afvalwater te verbinden aan een milieuvergunning, afgezien van het al dan niet bestaan van een geschikte inrichting, zou de ordonnantie grondiger moeten worden gewijzigd dan de ontworpen tekst doet, door lering te trekken uit de opmerkingen die zoëven zijn gemaakt, en zou bovendien de voormelde wet van 26 maart 1971 in de gewenste zin moeten worden herzien.

*

Rubriek 95.

Het woord "laboratoria" moet vervangen worden door het woord "inrichtingen"; de gemachtigde ambtenaren zijn het daarmee eens.

Bovendien zou het beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

(16) Zie artikel 7bis van de wet van 26 maart 1971.

"Inrichtingen waarvan de activiteit een kennisgeving vereist in de zin van richtlijn ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Rubrieken 146 en 147.

Volgens de door de gemachtigde ambtenaren verstrekte uitleg, ligt het in de bedoeling van de stellers van het ontwerp in die rubrieken te verwijzen naar de industriële activiteiten die onder de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten vallen, zonder rekening te houden met de in die wet vastgelegde minimale hoeveelheden stoffen.

De gemachtigde ambtenaren hebben toegegeven dat de tekst moet worden herzien om die bedoeling juister en duidelijker weer te geven.

Naar aanleiding daarvan zullen de categorie en het trefwoord welke van toepassing zijn op de bedoelde inrichtingen moeten worden vastgesteld.

Rubrieken 150 en 151.

Zoals er in de memorie van toelichting op wordt gewezen, kunnen de bedoelde activiteiten niet worden beschouwd als inrichtingen die onder de ordonnantie kunnen vallen.

De rubrieken 150 en 151 moeten bijgevolg vervallen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.